



DÉCLARATION DE BERNE

Rue de Genève 52, C.P. 212
CH-1000 Lausanne 9
Tél. +41 (0)21 620 03 06
Fax +41 (0)21 620 03 00
E-mail: reinhard@ladb.ch
Web: <http://www.ladb.ch>

Lausanne, le 25 avril 2003

Dr. Franz B. Humer
F. Hoffmann-La Roche AG
Group Headquarters
Grenzacherstrasse 124
Postfach
CH-4070 Basel

Demandes de la campagne "Se soigner®: un droit pour tous, aussi dans les pays pauvres."

Monsieur Humer,

Je vous écris au nom de la quarantaine d'organisations suisses* qui soutiennent notre campagne "Se soigner®: un droit pour tous, aussi dans les pays pauvres". Notre campagne est adressée tant au Conseil fédéral auquel nous demandons de s'engager davantage pour la réalisation du droit à la santé dans les pays en développement, qu' à l'industrie pharmaceutique suisse, dont Roche.

Je voudrais vous faire part de notre préoccupation par rapport à l'attitude de Roche face à la crise de la santé publique dans les pays en développement. Notre préoccupation concerne votre position en matière de protection des brevets dans les pays en développement et vos activités de lobby, votre politique générale de prix dans les pays en développement (notamment pour vos produits diagnostics pour la charge virale pour le VIH/sida), et plus spécifiquement votre politique pour vos antirétroviraux essentiels (Viracept® et Invirase®).

Prenons les points, les uns après les autres.

(1) Concernant vos antirétroviraux contre le VIH, nous avons pris note avec soulagement de la baisse de prix de vos deux inhibiteurs de protéases essentiels (Viracept® et Invirase®) en faveur des pays d'Afrique subsaharienne et des Pays les Moins Avancés. C'est une baisse tardive certes, mais positive, même si nos contacts en Afrique du Sud notamment nous ont fait remarqué que malgré vos prix "sans profit", vos deux antirétroviraux essentiels demeuraient parmi les plus chers. Toutefois, à 3000 dollars par patient par année dans les autres pays en développement, le traitement au Viracept® demeure bien trop élevé pour l'énorme majorité des malades dans les autres pays en développement. Rappelons que le revenu national brut par habitant par année est de 520 dollars en Arménie, 420 dollars en Inde, 390 dollars au Vietnam, 850 dollars au Honduras. Faut-il vraiment attendre que l'épidémie de VIH/sida ait atteint des niveaux catastrophiques dans ces pays avant d'envisager d'y étendre vos prix sans profit ? Cette question est importante quand on connaît la progression rapide du VIH/sida en Asie et dans la région Europe de l'Est et Asie centrale **C'est pourquoi nous vous demandons d'étendre vos prix "sans profit" aux autres pays en développement, en particulier les pays à bas revenu et à revenu intermédiaire.**

(2) Vous avez décidé de ne pas protéger vos brevets sur vos médicaments liés aux VIH/sida dans les pays d'Afrique subsaharienne et les Pays les Moins Avancés. Voilà un geste positif, mais qui devrait aller plus loin. En effet l'énorme majorité de ces pays ne disposent pas d'industrie pharmaceutiques suffisamment performantes pour produire les médicaments à très bas prix dont ont besoin les malades. Or les principaux pays producteurs potentiels comme l'Inde, la Chine, le Brésil sont exclus de cette mesure. Du moment que vous renoncez à tirer du profit dans les pays en développement de vos médicaments anti-sida, pourquoi ne renoncez-vous pas aux brevets sur ces médicaments anti-sida dans tous les pays en développement. Cela donnerait la sécurité juridique nécessaire dont ont besoin les producteurs de génériques de ces pays pour se lancer dans la production. **C'est pourquoi nous vous demandons d'étendre votre politique de renonciation aux brevets sur vos médicaments anti-sida aux autres pays en développement.**

(3) Nous sommes également préoccupés par l'abordabilité de vos autres médicaments et de vos produits diagnostics dans les pays en développement.

Le cas de vos tests de charge virale pour le VIH (AMPLICOR™) fournit un exemple préoccupant. Actuellement le prix des appareils et des réactifs est très chers. Le prix d'un test individuel facturé aux patients (dont une bonne partie provient du prix des réactifs) est souvent semblable au prix en Suisse. Pourtant le revenu des personnes dans les pays en développement est sans commune mesure et que l'énorme majorité d'entre eux doivent payer les soins de santé de leur proche. Avec le développement des traitements antirétroviraux dans les pays en développement, le besoin de tests de charge virale abordables devient de plus en plus important. Nous savons que Roche soutient divers programmes ponctuels dans plusieurs pays en développement, mais nous ne voyons toujours pas de politique de prix générale. **C'est pourquoi nous vous demandons de vous doter d'une politique de prix accessibles pour vos tests de charges virales pour le VIH dans les pays en développement, qui soit simple et transparente, sans poser de conditions inégales, non nécessaires et anticoncurrentielles.**

D'une manière plus générale, pour l'ensemble de vos produits utiles, efficaces et sûrs, qui répondraient aux besoins de santé essentiels dans les pays en développement, nous vous demandons d'adopter des politiques de prix accessibles dans les pays en développement, reposant sur des principes simples et transparents, sans poser de conditions inégales, non nécessaires et anticoncurrentielles.

(4) Roche fait partie des géants de l'industrie pharmaceutique mondiale. Roche est aussi un membre influent de plusieurs associations professionnelles au niveau suisse, européen, américain et international qui mènent un lobby actif auprès des gouvernements des pays industrialisés et des organisations internationales. Vous-même, M. Humer, êtes un des deux vice-présidents de la Fédération Européenne des industries et associations pharmaceutiques (EFPIA - European Federation of Pharmaceutical Industries and Associations).

Je peux comprendre que Roche protège ses brevets sur ses médicaments dans les pays industrialisés où se situe l'essentiel de son marché afin de financer la recherche et le développement de nouveaux médicaments. Par contre je ne comprends pas pourquoi Roche a œuvré et œuvre encore pour étendre des niveaux élevés de protection de la propriété intellectuelle dans les pays en développement c'est-à-dire dans des pays dont l'énorme partie de la population n'a pas les moyens financiers de se procurer des médicaments chers. Cette recherche d'une protection maximale des brevets dans les pays en développement est problématique car vous retardez fortement la concurrence des producteurs génériques dont l'expérience récente nous montre encore que c'est le moyen le plus efficace pour obtenir des médicaments très bon marché dont ont besoin les malades des pays pauvres. Le blocage des négociations en cours à l'Organisation Mondiale du Commerce où les pays industrialisés, à la demande de leur industrie pharmaceutique, reviennent sur leurs engagements pris à Doha dans la déclaration sur l'Accord sur les Aspects de Propriété Intellectuelle qui touchent au Commerce (ADPIC; anglais TRIPS) et la santé publique est particulièrement choquant.

C'est pourquoi nous vous demandons de reconnaître que la protection de la santé publique doit avoir la priorité sur la protection des brevets, et que les pays en développement doivent pouvoir adapter leur niveau de propriété intellectuelle à leur niveau de développement. Nous vous demandons en conséquence de vous abstenir de faire du lobby direct ou indirect en sens contraire.

En espérant que vous donnerez suite à ce courrier, je vous prie de recevoir, Monsieur Humer, mes respectueuses salutations.

Julien Reinhard
Déclaration de Berne

* Organisations soutenant la campagne: Déclaration de Berne, Aids-Hilfe Bern, Fachstelle Aids-Hilfe Zug, Fachstelle für Aidsfragen Schwyz, Groupe Sida Genève, Groupe Sida Jura, Groupe Sida Neuchâtel, Point fixe, Sid'action, Zürcher Aids-Hilfe, Action de Carême, Association Kalpa Genève, Association suisse des amis du Monde diplomatique, ASK - Arbeitsgruppe Schweiz-Kolumbien, Attac Suisse, Centre écologique Albert Schweitzer, Cetim, CODAP, Commission Africaine des promoteurs de la santé, Communauté de travail des oeuvres suisses d'entraide, DM-échange et mission, EcoSolidar, Fédération Genevoise de Coopération, Fédération Romande des Consommateurs, Fédération Vaudoise de Coopération, GFS-Kommission St. Gallen/Appenzell, Incomindios, Innovation Réseaux Développement, Jardins de Cocagne Solidarité Nord-Sud, Jec Suisse, Les Verts parti écologiste genevois, Liechtensteinische Gesellschaft für Umweltschutz, Medico international Schweiz (CSS Zurich), Mission-21, Mission Bethléem Immensee, Parti Socialiste genevois, PLANeS, Primavera, Restaure la Terre, SIT, Schweizerischer Friedensrat, SolidarMed, Swissaid, Terre des Hommes Suisse, Theologische Bewegung für Solidarität und Befreiung, Verein Zürcher Sozialprojekte